

Rapport sur l'Afrique de l'Ouest

Groupes armés au Mali : au-delà des étiquettes

Ibrahim Maïga

Résumé

Le nombre de groupes armés au Mali n'a cessé d'augmenter depuis le début de la crise de 2012, alors qu'une partie du Nord du pays échappe toujours au contrôle des autorités nationales. Leur création, qui intervient en prévision ou en réaction aux pourparlers de paix, semble parfois obéir à des calculs et à des logiques communautaires, voire individuelles. L'analyse des groupes armés présentée dans ce rapport permet de mieux comprendre les retards accusés dans la conclusion de l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, signé en juin 2015, ainsi que les défis liés à sa mise en œuvre.

Au Mali, les groupes armés, dont le nombre a continuellement augmenté depuis le début de la crise de 2012¹, continuent d'opérer dans des localités du Nord qui échappent toujours au contrôle des autorités nationales. Une lecture chronologique de la crise permet de constater que leur création, motivée en partie par un besoin de représentativité, intervient dans la plupart des cas en prévision ou en réaction à des cycles de négociations. Cette multiplication des acteurs armés a complexifié la tâche des médiateurs qui se sont retrouvés face à des mouvements aux revendications contradictoires.

Parallèlement, la menace terroriste, longtemps confinée dans le Nord, s'est progressivement étendue au reste du pays avec l'apparition de la Katiba Ansar Dine Macina dans la région de Mopti, au centre², et des attaques dans la région de Sikasso, au sud³, revendiquées par la Katiba Khalid Ibn Walid. De nombreuses attaques sont survenues en 2015 dans ces localités et en plein Bamako, la capitale, avec les attentats au restaurant bar La terrasse en mars⁴ et à l'hôtel Radisson en novembre⁵.

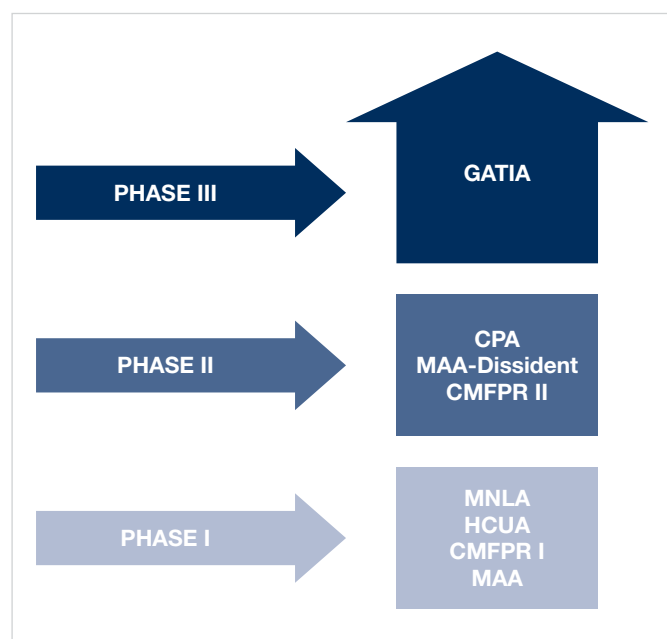
Le présent rapport repose sur des entretiens menés au cours de la période allant de novembre 2015 à mai 2016 à Bamako, à Mopti et à Gao, au Mali, ainsi qu'à Nouakchott, en Mauritanie. Il revient dans une première partie sur l'émergence des différents groupes

armés associés au processus de paix et tente d'apporter un éclairage sur leurs logiques de création et d'alliance. Il aborde ensuite, dans une deuxième partie, la question des mouvements qualifiés de terroristes dont les actions ont un impact significatif sur le processus de stabilisation du pays. Enfin, une troisième partie analyse l'accord signé en juin 2015. Même s'il ne s'attaque pas aux causes structurelles de la crise, ce document offre néanmoins des pistes que les acteurs nationaux doivent explorer pour amorcer un changement positif dans la marche du pays vers un horizon pacifique.

Groupes armés au Nord du Mali : entre alliances et rivalités

Une meilleure connaissance des particularités de ces mouvements est indispensable pour comprendre les lenteurs constatées dans l'obtention de l'accord et les défis liés à sa mise en œuvre. Cette section retrace les trajectoires des différents groupes armés qualifiés d'acteurs politico-militaires pour tenter de mieux comprendre leurs logiques de création et d'alliance. Depuis le déclenchement de la crise en 2012, le nombre des mouvements armés associés au processus de paix est passé de deux⁶ à huit⁷.

Cette augmentation est intervenue en trois phases qui ont recoupé celles du calendrier des négociations de paix. La première s'est étendue du début de la rébellion en janvier 2012 à la signature de l'accord de Ouagadougou en juin 2013. La deuxième phase s'est ouverte après la signature de cet accord et s'est achevée avec le début des négociations d'Alger en juin 2014. Enfin, la troisième a porté sur toute la période des négociations d'Alger jusqu'à leur aboutissement avec la signature de l'accord du 20 juin 2015.



Phase I : Du début de la rébellion de 2012 à l'accord de Ouagadougou

La première phase a couvert la période qui a précédé la signature, en juin 2013, de l'accord de Ouagadougou⁸. Aux deux groupes armés signataires de ce document, le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) et le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA), se sont ajoutés deux mouvements qui, sans avoir participé aux négociations, ont intégré le processus de paix par le biais d'une déclaration d'adhésion. Il s'agissait de la Coordination des mouvements et fronts patriotiques de résistance (CMFPR) et du Mouvement arabe de l'Azawad (MAA).

Le **Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA)** a été créé, en octobre 2011, à la suite de la fusion du Mouvement national de l'Azawad (MNA) et du Mouvement touareg du Nord Mali (MTNM). Le groupe s'est renforcé considérablement avec le retour d'hommes armés de la Libye⁹, consécutif au renversement de Mouammar Kadhafi. Porte-étendard de l'indépendance des régions du Nord qu'il désigne par l'appellation « Azawad¹⁰ », le MNLA a été le fer de lance de la rébellion de janvier 2012. Bien qu'il soit largement composé par des Touareg, en particulier ceux de la tribu des Idnanes¹¹, le groupe n'a jamais ouvertement revendiqué une appartenance ethnique ou tribale et a cherché à projeter l'image d'une organisation laïque représentant l'ensemble des communautés des régions du Nord.

Parvenu à mettre en déroute l'armée malienne grâce à l'appui d'Ansar Dine, d'Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et du Mouvement pour l'unicité du jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) en mars 2012, le MNLA a proclamé l'indépendance de l'Azawad le 6 avril. Celle-ci sera toutefois rejetée par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union africaine (UA) et les Nations unies. Si l'objectif visé par certains membres du MNLA était d'accéder à l'indépendance, pour d'autres, cette déclaration participait plutôt d'une stratégie visant à obtenir une autonomie¹². En effet, la victoire militaire leur conférant un rapport de force favorable, ils espéraient, en formulant une demande jusqu'au-boutiste, négocier au moins une autonomie des régions du Nord.

Après la prise de contrôle du septentrion malien, des divergences sont apparues au sein de cette coalition de mouvements aux objectifs différents. Dans ce contexte, le MNLA s'est allié à Ansar Dine, autre groupe à dominante touareg, dirigé par Iyad Ag Ghali qui affichait clairement sa volonté d'instaurer la charia. L'alliance scellée le 26 mai 2012 a toutefois été de courte durée. D'une part, celle-ci a été désapprouvée tant par la communauté internationale que par certains cadres du MNLA qui estimaient que l'agenda

indépendantiste laïque était difficilement compatible avec l'option islamiste prônée par Ansar Dine¹³. D'autre part, certains djihadistes ont mal perçu cette manœuvre d'Iyad Ag Ghali et ont fait pression sur lui pour qu'il abandonne ce projet¹⁴.

En juin 2012, le MNLA a été défait militairement par le MUJAO après de violents combats intervenus dans la ville de Gao où il avait établi son quartier général. Peu à peu il a perdu du terrain face aux groupes djihadistes qui ont occupé la zone pendant presque dix mois. En effet, il n'a signé son retour qu'à la faveur de l'intervention militaire franco-africaine en janvier 2013 contre les groupes djihadistes dont le point de départ a été une attaque dans la localité de Konna, au centre du pays¹⁵. Celle-ci a eu des conséquences à la fois militaires et politiques. L'intervention militaire a provoqué une reconfiguration sur le terrain avec l'émergence de nouveaux mouvements, en particulier dans la perspective des négociations de Ouagadougou en juin 2013¹⁶.

L'intervention franco-africaine a entraîné une distinction entre, d'une part, les cibles militaires (groupes terroristes) et, d'autre part, les groupes avec lesquels il fallait engager des discussions (groupes politiques). La frontière entre ces groupes n'a toutefois jamais été hermétique comme l'illustre le cas d'Ansar Dine dont une partie des membres s'est retrouvée au sein du HCUA.

L'intervention franco-africaine a provoqué une reconfiguration sur le terrain avec l'émergence de nouveaux mouvements

Le **Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA)** est le résultat de l'alliance intervenue en mai 2013 entre deux mouvements dissidents. En effet, il est né de la fusion du Haut conseil pour l'Azawad (HCA) et du Mouvement islamique de l'Azawad (MIA). Le premier était à l'époque dirigé par Mohamed Ag Intallah, transfuge du MNLA, actuel Amenokal¹⁷ de Kidal et député à l'Assemblée nationale sous les couleurs du parti présidentiel, le Rassemblement pour le Mali (RPM). Le second, excroissance d'Ansar Dine d'Iyad Ag Ghali, peut être considéré comme une création opportuniste intervenue après le déclenchement de l'opération Serval¹⁸ en janvier 2013. Cette dernière a eu un impact sur la dynamique des groupes avec le détachement d'une partie d'Ansar Dine considéré comme terroriste alors qu'il avait eu sa place autour de la table des négociations dans le cadre des pourparlers menés par le Burkina Faso pour le compte de la CEDEAO.

La constitution du HCUA répondait à des impératifs d'ordre militaire et politique. Pour son chef, Alghabass Ag Intallah, l'objectif était d'éviter une double marginalisation : la sienne, d'abord, et ensuite, celle de la tribu touareg des Ifoghas, que l'obstination à poursuivre le combat avec Iyad aurait pu entraîner. Les forces d'intervention sur le terrain, la France en tête, ont également trouvé dans cette situation un interlocuteur dans la région de Kidal avec lequel il était possible de dialoguer tout en cherchant à affaiblir Ansar Dine.

Néanmoins, cette relation vaut encore aujourd'hui au HCUA des soupçons d'accointances avec un mouvement figurant sur la liste des groupes terroristes du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) aux côtés d'AQMI. Il est vrai que les liens tribaux et familiaux qui unissent plusieurs membres d'Ansar Dine et du HCUA¹⁹ contribuent à maintenir des passerelles entre eux et à entretenir la méfiance vis-à-vis de ce dernier²⁰. Si l'objectif du HCUA, à sa création en mai 2013,

18 juin 2013



ACCORD DE OUAGADOUGOU

s'inscrivait dans un projet autonomiste à visée indépendantiste, le rôle et la place des Ifoghas dans un septentrion malien en pleine reconfiguration demeure l'un des enjeux majeurs de son combat²¹. En effet, dans cette région où les chefferies et les féodalités ont résisté au vent de démocratisation qui a soufflé sur le pays dans les années 1990, les crises et leurs résolutions apparaissent pour ces acteurs comme des moments incontournables de re-négociation de l'espace politique et donc de l'accès aux ressources économiques.

Face au MNLA et au HCUA dont la principale revendication restait l'indépendance, l'émergence de la CMFPR et du MAA prônant l'unité du pays a marqué un tournant dans le processus de négociations. La création et surtout la participation de ces derniers – perçus comme des remparts contre les irrédentistes – aux négociations ont été encouragées par le gouvernement de transition pour contrebalancer l'influence des premiers²².

La création de la CMFPR et du MAA fut le résultat d'un déficit de représentativité de la part du MNLA et du HCUA

La **Coordination des mouvements et fronts patriotiques de résistance (CMFPR I)**, créée le 21 juillet 2012, est une coalition de mouvements d'auto-défense composés de Songhoy et de Peulhs des régions de Gao et de Mopti. Cet acteur était nouveau par le sigle, mais relativement ancien par ses composantes. En effet, à l'exception des Forces de libération du Nord du Mali (FLN) nées en 2012, le groupe a rassemblé Ganda Koy, un mouvement des années 1990, et Ganda Izo dont la réactivation remontait à 2008. Ces groupes d'auto-défense, qui se sont reconstitués à la faveur de la crise de 2012, avaient surtout comme objectif la reconquête de leurs territoires tombés successivement aux mains des groupes armés rebelles et des mouvements djihadistes. La mise en place d'un cadre politique unifié répondait avant tout à un besoin de représentativité de groupes qui constataient que seuls les mouvements armés étaient conviés à la table des négociations²³. Cette perception reposait en partie sur le sentiment de ne pas avoir été suffisamment pris en compte lors des négociations qui ont suivi les différentes rébellions depuis 1990.

Le **Mouvement arabe de l'Azawad (MAA)** a, pour sa part, été créé en avril 2012 sous le nom de Front de libération nationale de l'Azawad. Son premier objectif affiché était de défendre les intérêts de la communauté arabe du Nord et plus particulièrement celle de Tombouctou. En 2013, il a été rejoint par les arabes du Tilemsi, dans la région de Gao, après le départ du MUJAO que ces derniers avaient massivement rallié au moment de l'occupation de la ville en 2012. Outre la continuité ethnique qui permettait d'expliquer son expansion dans la région de Gao, le mouvement a aussi servi à recycler des individus dont les liens avec le MUJAO, d'une part, et l'implication présumée dans le trafic de drogue, d'autre part, hypothéquaient la participation éventuelle à un processus politique. Mais, en septembre 2013, des divergences aussi bien sur le plan politique avec la question de l'indépendance qu'économique liées au contrôle des trafics, ont poussé une partie de ses membres à faire dissidence²⁴.

La création de la CMFPR et du MAA fut aussi le résultat d'un déficit de représentativité de la part du MNLA et du HCUA. Les premiers étaient animés, au-delà du combat

EN 2013

LA CMFPR ÉTAIT
COMPOSÉE DE :

GANDA KOY
GANDA IZO
FLN

pour l'unité du Mali, par la volonté de ne pas être marginalisés du processus de négociation et par la sauvegarde d'intérêts communautaires²⁵.

Phase II : L'heure des dissidences

La deuxième phase, qui s'est étendue de juin 2013 à juin 2014, a vu l'apparition de trois mouvements dissidents. Après juin 2013, tous les groupes armés, à l'exception du HCUA, connaîtront des scissions.

La **Coalition pour le peuple de l'Azawad (CPA)** est dirigée par Ibrahim Ag Mohamed Assaleh, ancien chargé des relations extérieures du MNLA. Sa création le 19 mars 2014 fut le résultat d'une querelle de leadership au sein du MNLA sur fond de divergences autour du choix du médiateur notamment entre l'Algérie et le Maroc²⁶. Il faut souligner que le secrétaire général du MNLA, Bilal Ag Chérif, avait été reçu par le roi du Maroc à deux reprises²⁷. Ainsi, sa préférence de l'Algérie comme médiatrice et ses appels répétés à un début rapide des négociations avait valu à Assaleh des soupçons de collusion avec le gouvernement malien et précipité son exclusion du MNLA. Le mouvement, qui revendique une présence dans les trois régions du Nord avec des bases militaires à Tombouctou et à Gao²⁸, a connu des remous à l'approche de la signature de l'accord de paix.

En effet, sous la pression de la communauté internationale, une partie de la CPA a signé au nom du mouvement l'accord de paix lors de la première cérémonie de signature qui s'est tenue le 15 mai 2015. La décision de Mohamed Ousmane Ag Mohamedoun, autre membre fondateur de la CPA, de signer contre la volonté d'Assaleh a conduit à une fracture au sein du groupe avec des conséquences négatives sur le début de mise en œuvre de l'accord. En effet, l'aile d'Assaleh conclura à une trahison et décidera de l'exclusion d'Ag Mohamedoun. Elle refusera catégoriquement que ce dernier siège au Comité de suivi de l'accord (CSA), principal organe institué par l'accord de Bamako.

Autrefois courtisés, notamment par la médiation qui se réjouissait d'être parvenue à faire signer les groupes armés de tout bord, Ag Mohamedoun et ses hommes ont été progressivement marginalisés du processus. Cette situation, qui a constitué un blocage dans la mise en place du CSA et, par ricochet, dans la mise en œuvre de l'accord, n'a été résolue que grâce à l'intervention de l'UA à travers la Mission de l'Union africaine pour le Mali et Sahel (MISAHEL). Cette dernière est parvenue à réunifier ce mouvement et ainsi à résoudre l'épineuse question de la représentativité qui a empoisonné les débats au sein du CSA.

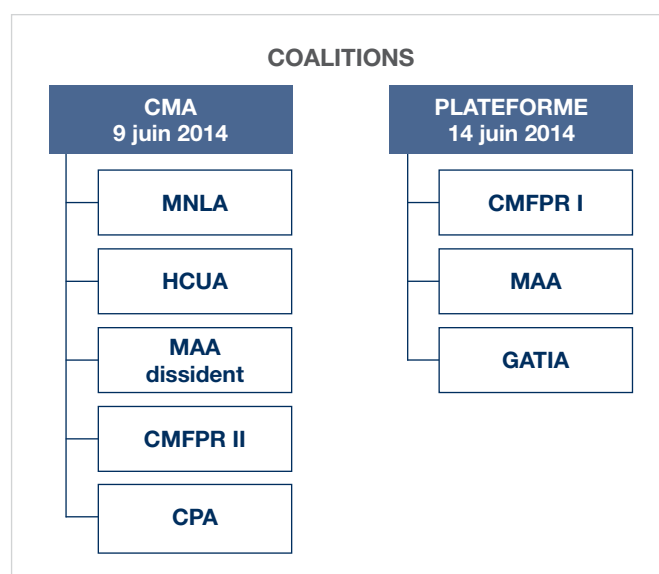
La dissidence du **Mouvement arabe de l'Azawad (MAA-dissident)** est dirigée par Sidi Ibrahim Ould Sidatti et se

compose essentiellement d'arabes Berrabiches de la région de Tombouctou. Leur proximité avec les Ifoghas de la région de Kidal, majoritaires au sein du HCUA, a facilité leur ralliement à la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) au moment de sa constitution en juin 2014²⁹. Dirigé par cet ancien élu de la commune de Ber dans la région de Tombouctou où le groupe demeure le plus actif, il est composé de nombreux anciens membres de l'armée malienne ayant déserté en 2012.

La **Coordination des mouvements patriotiques de résistance II (CMFPR II)** est dirigée par Ibrahim Abba Kantao, chef du mouvement Ganda Izo. Malgré l'unité de départ affichée, le temps et surtout les querelles de leadership ont fissuré le mouvement et donné lieu à la création de la CMFPR II en janvier 2014. La CMFPR II a été dans un premier temps exclue des négociations qui se sont ouvertes à Alger à partir de février 2014 avant de rejoindre la CMA en août 2014. Ce ralliement à des mouvements dont elle ne semblait pas partager la vision autonomiste a surtout été motivé par la volonté de revenir à la table des discussions. Les rapports exécrables avec la CMFPR I, notamment avec son chef Maître Harouna Toureh, pouvaient également expliquer cette alliance circonstancielle.

Phase 3 : Alger ou le temps des grandes manœuvres

À Alger, des consultations ont eu lieu entre février et juin 2014 pour permettre de rassembler les différents mouvements politico-militaires du Nord en un front unifié. Toutefois, la médiation algérienne s'est heurtée aux divergences idéologiques et aux rivalités inter et intra-communautaires. Pour éviter l'enlisement, en juin 2014, cinq mois après la requête du président malien à son homologue algérien de conduire les négociations, la décision de former deux coalitions s'est imposée.



La troisième phase est donc intervenue avec la formation de la CMA le 9 juin et de la Plateforme du 14 juin. À sa création, la CMA était composée du MNLA, du HCUA et du MAA dissident. Elle a été rejointe par la CMFPR II en août et la CPA en septembre 2014. La Plateforme, quant à elle, rassemblait à l'origine la CMFPR, le MAA et la CPA, avant que cette dernière ne s'unisse avec l'autre coalition. Cette phase a aussi été marquée par la création d'un nouveau mouvement qui s'est rallié à la Plateforme, le Groupe d'autodéfense touareg Imghads et alliés (GATIA).

Le Groupe d'autodéfense touareg Imghads et alliés (GATIA) a été créé le 14 août 2014. Son apparition a été consécutive au retrait de l'armée malienne de Kidal, le 21 mai, après sa défaite au cours des combats qui avaient eu lieu lors de la visite du Premier ministre malien de l'époque, Moussa Mara. À sa création, le mouvement revendiquait un millier de combattants issus majoritairement de la tribu touareg des Imghads³⁰. La majeure partie de ses membres avait déjà une expérience de combat, pour avoir servi soit dans l'armée malienne soit dans l'armée libyenne.

Le Groupe d'autodéfense touareg Imghads et alliés dispose de ses propres logiques d'ordre politique et économique

Le GATIA, tout comme l'État malien, niait que le mouvement soit une milice au service du gouvernement. Les liens qui existaient entre le général El Hadj Ag Gamou, haut gradé de l'armée malienne, et les instances dirigeantes du mouvement dont il était soupçonné d'être le véritable fondateur, entretenaient néanmoins la suspicion. Ancien combattant de l'armée libyenne et acteur de la rébellion des années 1990 où il côtoya notamment Iyag Ag Ghali, le chef d'Ansar Dine, il est devenu depuis un personnage important de l'armée malienne. C'est lui, par exemple, qui a mené les combats de l'armée malienne contre les combattants du MUJAO en février 2013. Les révélations dans la presse en mars 2015 au sujet de la découverte dans les rangs du GATIA de combattants instruits par la mission de formation de l'Union européenne (EUTM) qui apportait un appui à l'armée malienne ont renforcé cette hypothèse³¹.

Il est difficile de réduire le GATIA à une simple milice progouvernementale tant le mouvement dispose de ses propres logiques d'ordre politique et économique. Dès sa formation, le groupe a fait part de sa volonté de participer aux négociations et aux processus de paix. Si le GATIA n'était pas partie prenante aux accords menant aux pourparlers d'Alger, il s'est vite imposé comme un acteur incontournable au Nord du Mali. Allié à la Plateforme avec

laquelle il partageait l'objectif de l'unité nationale et soutenu notamment financièrement par le MAA-Plateforme³², le GATIA a infligé une lourde défaite au MNLA, membre de la CMA, en octobre 2014 en les délogeant notamment des localités de Tessit et d'In Tillit³³.

La menace terroriste au Mali : une équation à de multiples inconnues

Outre les difficultés liées aux rivalités entre groupes politico-militaires, la mise en œuvre de l'accord de juin 2015 intervient dans un contexte marqué par la présence de mouvements qualifiés de terroristes et exclus du processus de paix. Leur théâtre d'opération ainsi que la nature et la cible de leurs attaques font d'eux des acteurs importants dans le processus de stabilisation du pays. Il s'agit d'Ansar Dine, de la Katiba Ansar Dine Macina et de la Katiba Khalid Ibn Walid. Bien que des sources évoquent la présence d'étrangers dans leurs rangs, notamment des Mauritaniens et des Burkinabè³⁴, il demeure que ces groupes semblent être avant tout des phénomènes locaux. Les autres mouvements djihadistes actifs au Mali comme AQMI, le MUJAO ou encore Al Mourabitoune ne seront pas traités dans cette section en raison de leur caractère transnational.

Ansar Dine

Le groupe Ansar Dine serait né vers la fin 2011 à la suite du refus du MNLA de désigner Iyad Ag Ghali à sa tête³⁵. Ce furent donc d'abord des querelles de leadership qui ont conduit ce dernier, figure emblématique de la rébellion des années 1990, à fonder la *Jum'a Ansar al-din al-salafiya*, appellation traduite en français par les défenseurs de la foi. Il est à la tête de combattants provenant majoritairement de la tribu des Ifoghas dont le nombre reste difficile à déterminer, surtout après la création du MIA et ensuite du HCUA.

Idéologiquement, ce groupe a revendiqué dès ses premières heures l'instauration de la charia sur toute l'étendue du territoire malien. Cette position a tranché avec le caractère laïque affiché par l'autre mouvement à dominante touareg qu'était le MNLA. Partisan du salafisme djihadiste, il s'est rapproché des autres groupes djihadistes actifs dans la zone. Sur le plan opérationnel, il s'est surtout fait connaître en janvier 2012 quand son nom a été cité³⁶ dans le massacre des soldats maliens à Aguelhock. Le 26 mai 2012, il a formé avec le MNLA le Conseil transitoire de l'État islamique de l'Azawad, avant de s'en séparer brutalement le 30 mai de la même année et d'avoir une alliance plus assumée avec AQMI et le MUJAO. Au-delà de la dimension idéologique, les liens familiaux entre Iyad Ag Ghali et Abdoul Karim Al Targui, ex-chef de la Katiba Al Ansar³⁷, l'une des brigades d'AQMI

ont facilité le ralliement à ce dernier. L'alliance avec les autres groupes djihadistes va conduire Ansar Dine à prendre part à l'attaque de Konna qui déclenchera l'opération Serval en janvier 2013 et le basculement de ce dernier dans la catégorie des groupes terroristes.

De nombreuses voix continuent de prêcher l'inclusion d'Iyad dans le processus de paix

Ansar Dine n'a pas participé à la signature de l'accord préliminaire de Ouagadougou au Mali en 2013 sous l'égide de la médiation de la CEDEAO, tout comme Iyad Ag Ghali a rejeté l'accord d'Alger de 2015 sans détour³⁸. Ce dernier reste pourtant au cœur de toutes les intrigues politiques et géostratégiques du Nord. Même si certains le considèrent comme la figure de proue du terrorisme au Mali, d'autres continuent de prêcher son inclusion dans le processus de paix. Le 13 mars 2016, la déclaration de l'Amenokal de Kidal, frère du dirigeant du HCUA, invitant les autorités à amorcer un dialogue avec les djihadistes maliens³⁹, témoigne de l'influence d'Iyad Ag Ghali au sein de la communauté Ifoghas et dans la région de Kidal.

Katiba Ansar Dine Macina

Apparue au début de l'année 2015, principalement dans le centre du pays, la Katiba Ansar Dine Macina⁴⁰, recruterait essentiellement au sein de la communauté peulh⁴¹. Elle serait constituée en partie par d'ex-membres du MUJAO et d'anciens disciples de Hamadoun Kouffa⁴². Ce dernier, prêcheur radical de la région de Mopti et allié d'Iyad Ag Ghali, qu'il a rencontré lorsque tous deux militaient au sein de la Dawa, est soupçonné d'en être le chef. Le 19 mai 2016, dans une vidéo mise en ligne⁴³, le groupe a officialisé sa relation avec Ansar Dine et confirmé l'hypothèse d'une métastase de ce dernier. En plus des attaques répétées contre les forces armées maliennes et la MINUSMA⁴⁴ ou encore les populations civiles soupçonnées de collaborer avec ces acteurs, la Katiba Ansar Dine Macina a revendiqué sa participation dans les attentats de Sévaré et de Bamako, respectivement en août et novembre 2015, qui ont fait 35 morts⁴⁵. Même si les faits privilégiaient la piste d'un autre groupe terroriste, Al Mourabitoune – qui a par ailleurs revendiqué les attentats –, une implication de la Katiba Ansar Dine Macina n'a pas pu être totalement écartée.

Ce mouvement est souvent assimilé à un autre groupe actif dans la région et qui se présente sous le nom de Front de libération du Macina (FLM)⁴⁶. Si les deux groupes opèrent dans les mêmes localités du centre, il semble qu'ils ne poursuivent pas les mêmes objectifs⁴⁷. En effet, pour certains observateurs il importe de distinguer ces mouvements. Le Front aurait des revendications politiques et serait dirigé par Hamadoun Founè⁴⁸. Une grande partie de ses membres serait des éleveurs peulhs en révolte contre le vol de leur bétail et les abus des autorités administratives ou de certains chefs coutumiers⁴⁹. Il s'agirait également pour certains acteurs d'essayer de capter une partie des dividendes de la paix dans un contexte où cette région du Centre qui subit les conséquences de la crise au Nord ne semble pas bénéficier d'une attention particulière de la part de l'État malien ou des partenaires⁵⁰. La cartographie des attaques renforce l'hypothèse de l'existence de deux mouvements distincts opérant dans la même aire géographique avec parfois des cibles et des intérêts convergents.

SIGNATURE DE L'ACCORD
POUR LA PAIX ET LA
RÉCONCILIATION AU MALI

15 mai 2015
GOUVERNEMENT MALIEN,
PLATEFORME, CPA
(DISSIDENTE), CMFPR I

20 juin 2015
CMA

Dates importantes :

16 octobre 2011 : Création du Mouvement national de libération de l'Azawad

17 janvier 2012 : Déclenchement de la rébellion dans le Nord du Mali

1^{er} avril 2012 : Création du Mouvement arabe de l'Azawad

26 mai 2012 : Alliance entre le MNLA et Ansar Dine

21 juillet 2012 : Création de la Coordination des mouvements et fronts patriotiques de résistance

11 janvier 2013 : Début de l'opération française Serval

2 mai 2013 : Création du Haut conseil pour l'unité de l'Azawad

18 juin 2013 : Signature de l'accord de Ouagadougou

21 mai 2014 : Retrait de l'armée malienne de Kidal

9 juin 2014 : Création de la Coordination des mouvements de l'Azawad

14 juin 2014 : Création de la Plateforme

14 août 2014 : Création du Groupe d'auto-défense touareg Imghad et alliés

15 mai 2015 : Signature de l'accord de paix par le gouvernement, la Plateforme, la CMFPR II et la CPA

20 juin 2015 : Signature de l'accord de paix par la CMA

October 2015 : Signature des pactes d'Anéfis par la CMA et la Plateforme

Katiba Khalid Ibn Walid (Ansar Dine du Sud)

Il s'agit actuellement de l'un des groupes les plus énigmatiques des mouvements djihadistes. Il s'est fait connaître avec les attaques, en juin 2015, de Misséni et de Fakola, deux localités maliennes situées dans la région de Sikasso, à la frontière ivoirienne. Celles-ci ont principalement visé les forces armées maliennes ainsi que des bâtiments officiels. Le groupe est plus connu sous le nom d'Ansar Dine du Sud en référence à Ansar Dine d'Iyad Ag Ghali avec lequel il entretiendrait des liens étroits. En effet, en plus de partager la même appellation, plusieurs des cadres de ce groupe, y compris leur chef présumé Souleymane Keita⁵¹ – arrêté le 5 mars dernier –, auraient appartenu à la police islamique de Tombouctou qui sévissait au moment de l'occupation de la ville par AQMI et Ansar Dine⁵².

L'émergence de ce mouvement à des centaines de kilomètres des zones d'activité des groupes djihadistes pourrait s'expliquer également par une volonté de certains groupes du Nord, en particulier Ansar Dine, d'élargir leur théâtre d'opération. Bien que l'implication d'anciens membres de la défunte police islamique de Tombouctou ait laissé penser à un phénomène importé, l'hypothèse de complicités locales pourrait démontrer le caractère complexe du mouvement⁵³.

Pour l'heure, une inclusion dans le processus de paix de ces mouvements (Ansar Dine, Katiba Ansar Dine Macina, Katiba Khalid Ibn Walid), aux motivations floues, ne semble pas envisagée. Par conséquent, il est probable que ces acteurs continuent à l'avenir de perturber le processus de paix et de fragiliser un peu plus un accord obtenu aux forceps⁵⁴ et sur lequel de nombreux doutes persistent notamment quant à sa capacité à créer les conditions d'une paix durable.

L'accord de juin 2015 : nouveau départ ?

Cette section traite de l'accord de paix, pas seulement à l'aune de ses insuffisances, mais également à celle des opportunités qu'il offre aux différents acteurs nationaux de changer le mode de gouvernance.

L'accord de paix signé les 15 mai et 20 juin 2015 a été le résultat d'un long processus entamé à Ouagadougou au Burkina Faso en juin 2013. Il a également représenté un compromis politique, à un moment où les acteurs internationaux s'impatientsaient à mesure que les casques bleus étaient la cible d'attaques croissantes des groupes djihadistes⁵⁵.

Si l'objectif principal de l'accord de Ouagadougou de 2013 était l'organisation de l'élection présidentielle, il devait également servir de base pour les discussions futures entre le gouvernement malien et les groupes armés. D'un délai de 60 jours prescrits par le texte, il aura finalement fallu une année pour parvenir à réunir les différents protagonistes et entamer les discussions. Après huit mois de négociations, la médiation internationale sous l'égide de l'Algérie a présenté un document signé en deux temps. Le gouvernement malien et les mouvements de la Plateforme auxquels il faut ajouter la CMFPR II et une partie de la CPA ont signé le 15 mai 2015. Le reste de la CMA, quant à lui, n'a apposé sa signature que le 20 juin. Cette pression, due en partie à la volonté de la médiation de parachever un processus chancelant, a provoqué le détachement de la CMFPR II et d'une partie de la CPA de cette coalition⁵⁶. Cette situation sera en partie à l'origine de blocages qui, pendant plusieurs mois, ont retardé le démarrage des travaux du CSA.

Parce qu'il n'est pas le premier – ni depuis l'indépendance en 1960, ni depuis le

déclenchement de la rébellion de 2012 –, l'accord de paix du 20 juin a été accueilli avec beaucoup de circonspection par la société civile ainsi que par une partie de la population et de la classe politique malienne. Au nombre des dispositions récriménées, il y avait l'installation d'autorités intérimaires dans les régions du Nord pendant la phase transitoire (d'une durée de 18 à 24 mois) de la mise en œuvre de l'accord de paix. Le gouvernement a soumis un projet de loi qui a ensuite été voté par l'Assemblée nationale le 31 mars 2016. Le texte prévoyait la mise en place d'autorités pour palier l'absence de l'État et surtout celle des services sociaux de base dans certaines localités du Nord. Une Convention subsidiaire parue dans la presse nationale a prévu de répartir de façon équitable le nombre de représentants entre le gouvernement, la CMA et la Plateforme⁵⁷. Pour l'opposition, qui avait attaqué la loi le 11 avril 2016 devant la Cour constitutionnelle avant de se faire débouter le 5 mai⁵⁸, celle-ci viole le texte fondamental et surtout risque de créer une différenciation de traitement entre les régions du Nord et celles du Sud. Au-delà de cet argument, l'opposition craint aussi sa marginalisation dans la mise en place des nouvelles autorités.

Malgré les discours optimistes du gouvernement malien, le chemin vers la paix reste truffé d'embûches. L'échec du Forum de Kidal, organisé, après plusieurs reports, du 27 au 30 mars 2016, en a été une illustration supplémentaire. Annoncé en grandes pompes par le gouvernement malien et les groupes armés, ce forum était censé parachever le processus de réconciliation entamé à Anéfis en octobre 2015 entre la CMA et la Plateforme⁵⁹. Malheureusement, celui-ci fut boycotté par le gouvernement malien et la Plateforme en raison de divergences, notamment sur la présence de l'armée malienne à Kidal pendant l'évènement.

Par ailleurs, en dépit de la volonté exprimée à maintes reprises par les autorités nationales de rendre le processus inclusif, les négociations d'Alger furent largement dominées par le pays hôte, chef de file de la médiation, qui a animé les discussions entre l'État malien et les groupes armés. La tenue des États généraux de la décentralisation en octobre et des assises nationales pour le Nord en novembre 2013 ont illustré sans doute cette volonté. Pourtant, ces concertations n'ont pas suffi pour corriger le manque de discussions inter-maliennes qui constituait l'un des écueils les plus importants des accords de paix⁶⁰. Par le passé, ce tête à tête entre le gouvernement malien et les mouvements armés avait même été considéré comme l'une des raisons de l'échec du Pacte national de 1992 dont plusieurs dispositions avaient semblé en décalage par rapport à la réalité du terrain et aux besoins réels des populations⁶¹.

Ce manque d'inclusion, dont témoignait peut-être la référence abusive au principe d'appropriation, s'est traduit sur le terrain

par une méconnaissance des populations du contenu de l'accord⁶². En outre, cette situation a contribué à nourrir chez certains le sentiment d'avoir été mis à l'écart, dénonçant au passage un accord déconnecté des réalités. Certains n'ont d'ailleurs pas hésité à voir dans une partie des membres du FLM, des frustrés et des exclus du processus et ont appelé à leur prise en compte dans le DDR, et plus largement dans le processus de paix⁶³.

L'accord du 20 juin a souvent été accusé de s'inspirer largement des recettes du passé notamment sur le plan politique avec le processus de décentralisation. Ainsi, aux yeux de ses détracteurs, il ne servira au mieux qu'à retarder la prochaine rébellion⁶⁴. À contrario, ses partisans l'ont présenté comme un document audacieux, s'appuyant sur des mesures comme l'élection du président du conseil régional au suffrage universel direct et le contrôle à posteriori – quoiqu'encadré – exercé par l'État central sur les décisions des collectivités. Celles-ci ont été présentées comme des avancées dans la promotion de la gouvernance locale⁶⁵. Si la première disposition n'était pas une idée nouvelle puisque déjà prévue dans la législation malienne, elle marquait toutefois une différence notable par rapport aux accords précédents. Elle constitue un moyen supplémentaire d'impliquer davantage, à l'échelon régional, les populations dans le choix de leurs dirigeants. Bien que le représentant de l'État garde une place dans la nouvelle architecture, ce mode de désignation permet d'éviter le parachutage de responsables qui ne doivent leur position qu'à une proximité avec le pouvoir central vis à vis duquel ils se sentent souvent plus redevables qu'envers les populations⁶⁶.

L'accord du 20 juin a souvent été accusé de s'inspirer largement des recettes du passé

Toutefois, ces évolutions ne sont pas sans risque et ne garantissent pas, à elles seules, une meilleure gouvernance au Nord. En effet, la crainte que des individus impliqués dans l'économie criminelle parviennent, grâce aux moyens financiers importants dont ils disposent, à se faire élire, ou dans certains cas à acquérir des pouvoirs plus importants, démontre le caractère limité de ces mesures⁶⁷. Celles-ci ne peuvent être efficaces que si elles sont accompagnées d'une lutte contre les trafics illicites et d'une amélioration du cadre électoral. Sur ce dernier point, il s'agit pour les acteurs maliens de trouver des mécanismes valables de régulation de la compétition électorale, permettant à la fois de réduire le poids de l'argent et de veiller à une sélection plus rigoureuse des candidats aux élections locales.

L'accord de paix visait à faire cesser les hostilités et à élaborer un cadre de règlement des causes profondes de la crise. Toutefois, il s'est focalisé sur la répartition du pouvoir politique, négligeant d'autres questions toutes aussi importantes. De nombreux acteurs reconnaissent la nécessité de procéder à des réformes en profondeur mais estiment qu'elles doivent intervenir de façon graduelle pour éviter de braquer les différents protagonistes⁶⁸. Ce discours traduit la quête d'équilibre dans l'élaboration de l'accord qui évoque les questions sensibles en filigrane⁶⁹ sans les traiter dans l'immédiat. Il illustre également l'état d'esprit d'une partie de la classe politique malienne et des mouvements armés dont l'implication dans l'économie illicite du Nord rend difficile toute réforme sérieuse et annihile ses chances d'application.

De nombreux acteurs reconnaissent la nécessité de procéder à des réformes mais de façon graduelle

Malgré les nombreuses critiques à l'encontre de l'accord, son exécution continue à susciter un réel espoir chez les populations. Ce paradoxe, qui s'explique entre autres par leur lassitude face à un conflit qui dure depuis plus de quatre ans et aussi par leur volonté de jouer un rôle plus actif dans le développement de leurs localités, est une opportunité que les autorités maliennes et les mouvements signataires de l'accord doivent saisir pour faire avancer sa mise en œuvre. S'il est vrai qu'il y a des insuffisances au niveau de ce texte et qu'il se focalise prioritairement sur la répartition du pouvoir politique, qui n'est pas l'unique problème du Mali, il offre également des pistes intéressantes que les différentes parties prenantes doivent explorer pour améliorer les conditions de vie des populations notamment celles du Nord. À ce titre, il doit donc être perçu plutôt comme une étape dans le processus de stabilisation du Mali.

Conclusion

Au Mali, la multiplication des groupes armés aux logiques parfois communautaires a constitué un obstacle tout au long des négociations. Elle explique aussi certaines difficultés dans la réalisation de l'accord de paix issu du processus d'Alger. En effet, une année après sa signature, ce document tarde à produire des effets concrets pour les populations. Les mesures décisives peinent à être mise en œuvre, retardant un peu plus la sortie de crise et offrant la possibilité aux pourfendeurs de la paix de se renforcer. La réussite d'une stabilisation à long-terme du Mali, pour laquelle cet accord n'est qu'une étape, sera tributaire de la capacité des acteurs maliens, y compris des groupes armés, à transcender leurs intérêts politiques, parfois individuels, pour se concentrer sur l'intérêt général et entamer une refondation de l'État.

Notes

- 1 Pour plus d'éléments, voir L.-A. Thérour-Benoni, A. Faye Daou, P. Maurice Toupene et D. Zounmenou, Mali : faire la paix en préparant la guerre, *Rapport sur la paix et la sécurité dans l'espace CEDEAO*, 29 octobre 2012, www.issafrica.org/publications/west-africa-report/mali-faire-la-paix-en-preparant-la-guerre (consulté le 19 janvier 2016).
- 2 Plusieurs attaques ont eu lieu dans la région de Mopti, au centre, notamment dans les localités de Douentza, Tenenkou et Youwarou en 2015. Plus récemment, le 29 mai 2016, cinq casques bleus ont perdu la vie dans une attaque sur l'axe Tenenkou-Sévaré dans la région de Mopti. Mali : cinq Casques bleus togolais tués dans une attaque, *Agence France presse*, 29 mai 2016, www.jeuneafrique.com/depeches/329375/politique/mali-4-casquesbleus-togolais-tues-attaque/ (consulté le 4 juin 2016).
- 3 Première attaque jihadiste dans le sud du Mali, *Radio France internationale*, 11 juin 2015, www.rfi.fr/afrique/20150611-mali-attaque-jihadistes-localite-sud-misseni (consulté le 15 février 2016). Attaque de Fakola : les populations de Kolondieba dénoncent le « laxisme de l'Etat », *Studio Tamani*, 29 juin 2015, www.studiotamani.org/index.php/societe/4355-attaque-de-fakola-les-populations-de-kolondieba-denoncent-le-laxisme-de-l-etat (consulté le 15 février 2016).
- 4 Au moins cinq morts dans une fusillade au cœur de Bamako, *Radio France internationale*, 7 mars 2015, www.rfi.fr/afrique/2min/20150307-info-rfi-moins-quatre-morts-une-fusillade-bamako-terrorisme-francais-belge (consulté le 15 février 2016).
- 5 Ce que l'on sait de l'attentat à l'hôtel Radisson de Bamako, *Radio France internationale*, 20 novembre 2015, www.rfi.fr/afrique/2min/20151120-attentat-mali-hotel-radisson-blu-bamako-al-mourabitoun-terrorisme-al-qaida (consulté le 15 février 2016).
- 6 Il s'agit du MNLA et du HCUA.
- 7 Il s'agit du MNLA, du HCUA, du MAA, du MAA dissident, de la CPA, de la CMFPR I, de la CMFPR II et du GATIA.
- 8 Les négociations de Ouagadougou se sont déroulées en 2013 sous l'égide de la médiation de la CEDEAO dirigée par l'ancien président du Burkina Faso. Elles ont débouché sur l'accord préliminaire à l'élection présidentielle et aux pourparlers inclusifs de paix au Mali signé par le gouvernement malien, le MNLA et le HCUA d'une part, et auxquels ont adhéré le MAA et la CMFPR d'autre part. L.-A. Thérour-Bénoni et Baba Dakono, *Fragile sortie de crise au Mali : entre contraintes internes et pressions externes*, *Rapport sur la paix et la sécurité dans l'espace CEDEAO*, 5 juillet 2013, www.issafrica.org/uploads/ECOWAS-Report-5-FR-V2.pdf (consulté le 24 mai 2016).
- 9 A. Faverie, *Rebelles touaregs : orphelins de Kadhafi*, *Jeune Afrique*, 5 octobre 2011, www.jeuneafrique.com/189984/politique/rebelles-touaregs-orphelins-de-kadhafi/ (consulté le 2 mars 2016).
- 10 Ce terme est employé par les groupes rebelles pour désigner un territoire qui correspond aux trois régions du Nord (Tombouctou, Gao

- et Kidal) et une partie du cercle de Douentza dans la région de Mopti.
- 11 Tribu touareg considérée comme noble dans la hiérarchie sociale.
 - 12 Interview, Bamako, 21 novembre 2015.
 - 13 Interview, Bamako, 21 novembre 2015.
 - 14 Interview, Bamako, 21 mars 2015.
 - 15 L.-A. Thérault-Benoni, Le Mali au lendemain de l'opération militaire française : nouvelles opportunités ou retour à la case départ ?, Analyse de situation, 25 février 2013, www.issafrica.org/publications/situation-reports/mali-in-the-aftermath-of-the-french-military-intervention-le-mali-au-lendemain-de-de-l-operation-militaire-francaise (consulté le 19 janvier 2016).
 - 16 B. Dakono, Qui est qui au Nord du Mali ?, ISS Today, 19 juin 2013, www.issafrica.org/iss-today/whos-who-in-northern-mali (consulté le 20 janvier 2016).
 - 17 L'Amenokal est le chef traditionnel des Touareg dans l'Adrar des Ifoghas (région de Kidal).
 - 18 L'opération Serval a été lancée le 11 janvier 2013 par la France à la demande du président malien de la transition, le professeur Diounkouda Traoré. L'objectif visé était de contrer les groupes armés djihadistes qui avançaient vers le sud du pays. Elle a été remplacée le 1er août 2014 par l'opération Barkhane dont le mandat s'étendait à tout le sahel.
 - 19 Interview, Bamako, 24 novembre 2015.
 - 20 Mali : les rebelles du HCUA jouent «un double jeu», selon Paris, 9 juin 2016, <http://www.voaafric.com/a/mali-les-rebelles-du-hcuajouent-un-double-jeu-selon-paris/3368599.html> (Consulté le 11 juin 2016)
 - 21 Interview, Bamako, 26 novembre 2015.
 - 22 Interview, Bamako, 21 novembre 2015.
 - 23 Interview, Bamako, 21 novembre 2015.
 - 24 Interview, Bamako 13 décembre 2015.
 - 25 Interview, Bamako, 11 décembre 2015.
 - 26 Interview, Bamako, 26 novembre 2015.
 - 27 S. Taleb, Maroc-Mali : le Roi Mohammed VI reçoit à Marrakech le secrétaire général du MNLA, Bilal AG Cherif, Les Afriques, 6 avril 2014, www.lesafriques.com/politique-economie/maroc-mali-le-roi-mohammed-vi-recoit-a-marrakech-le-secretaire-general-du-mnla-bilal-ag-ch.html?Itemid=308 (consulté le 21 mars 2016).
 - 28 Interview téléphonique, 31 mars 2016.
 - 29 Interview, Bamako, 27 novembre 2015.
 - 30 Tribu touareg considérée comme vassale dans la hiérarchie sociale.
 - 31 Mali : le Gatia, drôle de milice, Jeune Afrique, 4 mars 2015, www.jeuneafrique.com/225902/politique/mali-le-gatia-dr-le-de-milice/ (consulté le 20 février 2016).
 - 32 Interview, Bamako, 23 novembre 2015.
 - 33 M. Touré, Le Gatia chasse le MNLA de N'Tillit : les leçons d'une victoire, Nouvelle libération, 24 octobre 2014, www.maliweb.net/la-situation-politique-et-securitaire-aunord/gatia-chasse-mnla-ntillit-les-lecons-dune-victoire-598752.html (consulté le 20 février 2016).
 - 34 Interview, Bamako, 16 mars 2016.
 - 35 Interview, Bamako, 26 novembre 2015.
 - 36 L. Touchard, Guerre au Mali : retour sur le drame d'Aguelhok, Jeune Afrique, 21 octobre 2013, www.jeuneafrique.com/167687/politique/guerre-au-mali-retour-sur-le-drame-d-aguelhok/ (consulté le 18 février 2016).
 - 37 A. Orsini, Qui était Abdelkrim Al Targui, le chef d'Aqmi tué par l'armée française ? L'OBS, 21 mai 2015, <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20150521.OBS9351/qui-etait-abdelkrim-al-targui-le-chef-d-aqmi-tue-par-l-armee-francaise.html> (consulté le 18 février 2016).
 - 38 Mali : Iyad Ag Ghali rejette l'accord de paix d'Alger, RFI, 17 novembre 2015 <http://www.rfi.fr/afrique/20151117-mali-iyad-ag-ghali-rejette-accord-paix-alger-coordination-mouvement-azawad-touareg> (Consulté le 26 janvier 2016)
 - 39 L'Amenokal de Kidal pour des négociations avec les jihadistes, Studio Tamani, 14 mars 2016, www.studiotamani.org/index.php/politique/7050-l-amenokal-de-kidal-pour-des-negociations-avec-les-jihadistes (consulté le 23 mars 2016).
 - 40 Souvent présenté dans les médias sous le nom de Front de libération du Macina (FLM), il semble en réalité qu'il s'agit d'une brigade d'Ansar Dine.
 - 41 Interview, Mopti, 9 décembre, 2015.
 - 42 Ce prêcheur considéré comme radical aurait été aperçu aux côtés d'Iyad Ag Ghali lors de la prise de la ville de Konna par les différents groupes djihadistes le 10 janvier 2013. Depuis cette date, les sources divergent sur une possible mort survenue dans les bombardements de l'opération française Serval le 11 janvier 2013.
 - 43 La vidéo postée sur la plateforme Youtube a été retirée quelques jours seulement après sa diffusion en mai 2016.
 - 44 B. Roger, Mali : au moins deux soldats maliens tués dans l'attaque contre Ténenkou, près de Mopti, Jeune Afrique, 16 janvier 2015, www.jeuneafrique.com/35334/politique/mali-au-moins-deux-soldats-maliens-tu-s-dans-l-attaque-contre-t-nenkou-pr-s-de-mopti/ (consulté le 23 mars 2016).
 - 45 Mali : une seconde revendication de l'attaque de l'hôtel Radisson, Radio France internationale, 23 novembre 2015, www.rfi.fr/afrique/20151123-mali-revendication-attaque-hotel-radisson-front-liberation-macina-bamako (consulté le 23 mars 2016).
 - 46 L'origine de ce nom reste encore à clarifier, mais certaines sources renvoient à une volonté de débarrasser le Macina, zone traditionnelle de pâturage, des pillers et voleurs de bétail qui essaient la zone.
 - 47 Interview, Bamako, 31 mai 2016.
 - 48 *Ibid.*
 - 49 Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, Le Centre du Mali : épicerie du djihadisme ?, 20 mai 2016, www.grip.org/fr/node/2008 (consulté le 21 mai 2016).
 - 50 Interview, Mopti, 10 décembre 2015.
 - 51 B. Ahmed, Mali : comment la DGSE a arrêté Souleymane Keita, l'émir d'Ansar Eddine du Sud, Jeune Afrique, 4 avril 2016, www.jeuneafrique.com/315579/politique/mali-comment-la-dgse-a-arrete-souleymane-keita-lemir-dansar-eddine-du-sud/ (consulté le 12 mai 2016).
 - 52 Interview, Bamako, 13 mai 2016.
 - 53 Interview, Bamako, 25 novembre 2015.
 - 54 Mali : signature de l'accord de paix, sans les principaux groupes rebelles, RFI, 15 mai 2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20150515-mali-signature-accord-paix-principaux-groupes-rebelles> (Consulté le 18 mars 2016)
 - 55 Plus de 80 personnels de la MINUSMA décédés dans l'exercice de leur fonction depuis l'établissement de la mission en 2013. Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), Faits et chiffres, www.un.org/en/peacekeeping/missions/minusma/facts.shtml
 - 56 L'accord de paix signé par deux groupes se réclamant de la CMA, Studio Tamani, 15 mai 2016, www.studiotamani.org/index.php/politique/3933-l-accord-de-paix-signe-par-deux-groupes-se-reclamant-de-la-cma (consulté le 17 mars 2016).
 - 57 Mise en place des autorités intérimaires : ce que dit la convention subsidiaire entre le gouvernement et les groupes armés, Maliweb, 19 avril 2016, www.maliweb.net/la-situation-politique-et-securitaire-aunord/mise-place-autorites-interimaires-dit-convention-subsidiaire-entre-gouvernement-groupes-armes-1539192.html (consulté le 27 avril 2016).
 - 58 D. Kane, La cour constitutionnelle rejette la requête de l'opposition contre les autorités intérimaires, Mali24.info, 11 mai 2016, www.mali24.info/actualites/55-actualite-hot/2833-la-cour-constitutionnelle-rejette-la-requete-de-l-opposition-contre-les-autorites-interimaires (consulté le 25 mai 2016).
 - 59 CMA et Plateforme signent un "pacte d'honneur" pour la paix, Studio Tamani, 16 octobre 2016, <http://www.studiotamani.org/index.php/politique/5436-cma-et-plateforme-signent-un-pacte-d-honneur-pour-la-paix> (Consulté le 6 février 2016)
 - 60 Interview, Bamako, 24 novembre 2015.
 - 61 *Ibid.*
 - 62 A. Sogodogo, Accord pour la paix et la réconciliation : 81 % des maliens ne connaissent pas le contenu du document, selon un sondage de Mali-Mètre, LerepublicainMali, 24 juillet 2015, http://mali.metre.com/actualite_dans_les_regions_du_mali/rebellion_aunord_du_mali/133378-accord_pour_la_paix_des_maliens.html (consulté le 22 mai 2016).
 - 63 Interview, Mopti, 10 décembre 2015.
 - 64 Interview, Gao, 23 décembre 2015.
 - 65 Interview, Gao, 22 décembre 2015.
 - 66 *Ibid.*
 - 67 Interview, Nouakchott, 8 avril 2016.
 - 68 Interview, Bamako, 4 décembre 2015.
 - 69 Il s'agit du trafic de drogue, de la mauvaise gouvernance et de la corruption endémique dans tous les domaines régaliens de l'État, notamment l'armée et la justice, qui ont conduit à fragiliser les institutions de gouvernance.

À propos de l'auteur

Ibrahim Maïga est consultant au bureau de Dakar de l'Institut d'études de sécurité (ISS). Il travaille sur les questions de sécurité humaine dans l'espace sahélien. Il est également l'auteur de nombreuses publications sur la situation au Mali et dans le Sahel.

À propos de l'ISS

L'Institut d'Études de Sécurité est une organisation africaine qui vise à améliorer la sécurité humaine sur le continent. Il mène des travaux de recherche indépendants et pertinents, propose des analyses et conseils stratégiques d'expert, des formations pratiques ainsi qu'une assistance technique.

Remerciements

Ce rapport est publié grâce au soutien du gouvernement des Pays-Bas et du Centre de recherche en développement international du Canada (CRDI). L'ISS est également reconnaissant de l'appui des partenaires principaux suivants : les gouvernements de l'Australie, du Canada, du Danemark, de la Finlande, du Japon, de la Norvège, de la Suède et des États-Unis d'Amérique.

À propos du Rapport sur l'Afrique de l'Ouest

Le *Rapport sur l'Afrique de l'Ouest* vise à fournir aux décideurs de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) des analyses sur les questions de l'heure en matière de sécurité humaine dans la région. Ce rapport est le résultat d'un partenariat entre l'ISS et la Commission de la CEDEAO. L'objectif est de produire, sur la base de recherche de terrain, un outil d'analyse indépendant qui puisse appuyer les processus de décisions de l'organisation ouest africaine, tout en alertant les instances décisionnelles régionales sur les enjeux émergents. Le *Rapport sur l'Afrique de l'Ouest* propose des analyses pays et des analyses thématiques ainsi que des recommandations. Il est distribué gratuitement, tant dans sa version électronique que papier, à un public diversifié en Afrique de l'Ouest et ailleurs.

ISS Pretoria

Block C, Brooklyn Court
361 Veale Street
New Muckleneuk
Pretoria, Afrique du Sud
Tel : +27 12 346 9500
Fax : +27 12 460 0998

ISS Addis Ababa

5^{ème} étage, Get House
Building, Africa Avenue
Addis Abéba, Éthiopie
Tel : +251 11 515 6320
Fax : +251 11 515 6449

ISS Dakar

4^{ème} étage, Immeuble Atryum
Route de Ouakam
Dakar, Sénégal
Tel : +221 33 860 3304/42
Fax : +221 33 860 3343

ISS Nairobi

Braeside Gardens
off Muthangari Road
Lavington, Nairobi, Kenya
Port : +254 72 860 7642
Port : +254 73 565 0300

www.issafrica.org